

portance dépasse toute prévision. Je ne tenterai pas d'énumérer ses travaux. Il me suffira de dire qu'il n'a jamais manqué de se placer à la hauteur des difficultés et des problèmes qui se sont présentés. Il lui a fallu conduire la guerre, et cela seul surpassait sans comparaison possible les obligations des gouvernements antérieurs; et ce devoir s'augmentait aussi de problèmes encore plus angoissants — démobilisation de près de cinq cent mille hommes, leur rapatriement des champs de bataille européens à travers l'Atlantique, puis, dès leur arrivée au Canada, la répartition dans tout le continent, de la moitié presque de l'effectif total. Cela seul, encore, est un acte dont tout gouvernement peut à juste titre se montrer fier.

Or la démobilisation n'entraînait pas seulement le rapatriement des soldats et d'un bon nombre de personnes dont ces soldats étaient les soutiens, mais aussi des problèmes plus difficiles — l'hospitalisation, le soin et le traitement des estropiés, l'établissement d'un régime de pensions, puis l'élaboration de projets dans le but de venir en aide aux infirmes et à tous les autres en leur rendant leurs aptitudes d'avant-guerre, et en leur aidant à se subvenir et à collaborer à notre production industrielle. L'assimilation de cet effectif nombreux dans une population numériquement faible comme celle du Canada, constituait une entreprise qu'on disait, sur les tribunes politiques et dans la presse, n'avoir pas de solution possible; et cependant nous pouvons nous féliciter d'avoir, en douze mois, non seulement rapatrié nos troupes d'Europe, mais aussi, et mieux qu'au moyen de tous les projets et régimes de nos alliés sur la réintégration civile, d'avoir fait rentrer nos soldats dans la vie civile, dans les rangs des citoyens. Notre gouvernement s'est montré à la hauteur des obligations qui lui incombent, non seulement en apportant une solution à ces grands problèmes de notre participation à la guerre, de la démobilisation, de la réadaptation civile, mais aussi en contribuant au fonds de guerre une somme de deux milliards environ.

On jugeait déjà impossible de financer ici même la part du Canada dans la grande guerre. Le succès du dernier emprunt, lancé au Canada il y a quelques mois seulement, et auquel on a souscrit près de sept cent millions, est aujourd'hui le plus beau témoignage du patriotisme, de la prospérité et de l'initiative du Canada. De plus, ce succès prouve la confiance que le peuple canadien place dans le gouvernement

qui a lancé l'emprunt et qui doit l'administrer.

Le gouvernement a été à la hauteur de tous les autres problèmes suscités par la guerre. Il a traité avec plus de bonheur, peut-être, que tous nos alliés, les nombreux problèmes difficiles du travail et de l'agitation dangereuse qui s'est manifestée depuis deux ans dans nos grands centres. Nous pouvons en toute confiance affirmer que l'on rencontre beaucoup moins d'agitation dans le monde ouvrier ou de différends industriels au Canada qu'aux Etats-Unis ou dans la Grande-Bretagne.

On a attaqué partout dans le pays et dans les journaux le gouvernement actuel parce qu'il n'avait rien fait. J'ai lu critique sur critique, dénonciation sur dénonciation venant des adversaires du gouvernement, mais il me reste encore à trouver une accusation fondée qui lui soit imputable du fait de son inaptitude à régler un problème quelconque offert à son action. Je défie les honorables sénateurs de la gauche de préciser une seule occasion où le gouvernement ait été au-dessous de sa tâche. Mon honorable ami le leader de l'opposition nous a dit que la Commission de commerce n'avait pu appliquer certaine ordonnance qu'elle avait faite elle-même. Fixer les prix est un des problèmes les plus difficiles que le gouvernement ait eut à attaquer. Cela signifie virtuellement la mise au défi de toutes les lois économiques. Non seulement ici, mais aussi bien aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, des tribunaux ont été établis pour régler cette question, et je me risque à prétendre que ce qu'on a fait ici soutient l'examen le plus rigoureux, fait honneur à la Commission, et prouve que le gouvernement n'a commis aucune erreur en créant cette commission.

Le commerce canadien grandit et s'améliore d'une manière étonnante, malgré les obstacles presque insurmontables qui se sont présentés à nous. L'exercice financier courant, comme on le verra, place nos importations et nos exportations bien au delà des échanges passés d'une période quelconque, et même au delà de nos meilleures expectatives. Nos revenus ne sont pas stationnaires, mais ils augmentent à un volume qui chassera tout doute sur nos pouvoirs de rencontrer nos obligations.

Il est inopportun de faire la revue des nombreuses questions domestiques ou intérieures qui ont été présentées au gouvernement, en dehors de la guerre. Il suffit de dire qu'en elles-mêmes elles formaient un volume assez considérable de responsabi-